

Conférence de Presse du Président de la République à l'issue du Sommet du G7 d'Évian.

Emmanuel MACRON

Bonjour Messieurs, Dames, merci beaucoup pour votre présence à l'issue de ce G7. 51 ans après Rambouillet, ce sommet était un moment important et permettez-moi de commencer par remercier toutes celles et ceux qui l'ont rendu possible, évidemment la Commune et ses habitants, Évian. Nous étions très heureux de remercier Madame la maire, l'ensemble de ses équipes, l'ensemble des communes d'ailleurs qui ont accueilli les différents événements, les services de l'État dans le département qui ont été largement évidemment sollicités sous l'autorité de Madame la préfète, l'ensemble de nos forces de sécurité intérieure, de nos militaires, de nos douaniers, de notre sécurité civile, de nos sapeurs-pompiers, de nos soignants et beaucoup de bénévoles aussi des équipes qui ont rendu cet événement possible dans toutes ses composantes. Nous étions très fiers d'accueillir ce G7 à Évian, très fiers d'être 23 ans après en Haute-Savoie pour un tel événement et de pouvoir mettre à l'honneur aussi la beauté de nos paysages, notre jeunesse hier soir, notre culture et tout ce qui fait la richesse de notre pays.

Permettez-moi aussi d'avoir un mot pour l'ensemble des équipes qui ont travaillé sur ces textes ardemment. Les équipes de Sherpa et l'ensemble des équipes de négociatrices et de négociateurs du cabinet, au ministère des Affaires étrangères, au ministère de l'Économie et des Finances, dans tous les ministères qui ont été sollicités, les ministres qui ont aussi eu à mener des G7 dans leur format, le protocole, le secrétariat général de ce G7 qui a piloté l'ensemble des opérations et l'ensemble des équipes qui ont rendu ce travail possible, évidemment celles qui nous ont accueillis et l'ensemble du groupe. Voilà, je tenais à le dire parce que de tels événements ne sont possibles, ils ne sont des succès, que quand des femmes et des hommes s'engagent et mettent toute leur énergie, c'est ce qui a été fait durant ces derniers jours de manière plus visible mais pendant des mois. Bravo à tous

Je dis bravo parce qu'il n'a échappé à personne que ce G7 se tenait dans un contexte extrêmement difficile de fragmentation du monde, de crises multiples, de conflits et que beaucoup peut se jouer lors de nos échanges et que ces derniers mois avaient été marqués plutôt par de la fragmentation, des divisions ou des désaccords et nous les avons assumés. Ce G7 a permis, et c'est ce qui constitue pour un tel sommet un élément de son succès et donc c'est pourquoi je peux vous dire que ce G7 est objectivement un succès, c'est qu'il a été un moment d'unité, de discussion de qualité et de vraie coopération entre les dirigeants qui se retrouvaient ici. Ce sommet, en effet, nous a permis de nous coordonner de manière très étroite pour répondre aux crises et de travailler aux grands défis de notre temps, avec d'abord une méthode, c'est qu'on a associé évidemment très étroitement les pays membres du G7, mais ce qu'on a appelé les pays partenaires du G7+, l'Inde, le Kenya en tant qu'il avait co-présidé le sommet *Africa Forward*, la Corée du Sud, le Brésil et l'Égypte, avec aussi quelques dirigeants d'organisations internationales et donc c'est vraiment ce G7+, qui a piloté ce travail de bout en bout, qui a permis d'arriver à ce texte. Nous avons également associé le président Zelensky, j'y reviendrai dans ses conclusions sur un moment, une discussion importante sur l'Ukraine, et côté évidemment du président Sissi, nous avons associé l'émir du Qatar et le président des Émirats arabes unis pour une discussion sur l'Iran, le détroit d'Ormuz et toutes les conséquences sur le Golfe. Évidemment, les organisations internationales ont aussi été associées à nos travaux, FMI, Banque mondiale, Banque africaine de développement et OCDE pour des sessions spécifiques.

Neuf déclarations ont été adoptées de manière unanime par les leaders du G7, et avec d'ailleurs sur plusieurs de celles-ci, des soutiens du G7+. Tous les leaders du G7 ont adopté la déclaration géopolitique, je vais y revenir, un appel des chefs d'État et de gouvernement sur la lutte contre le cancer, un appel des chefs d'État et de gouvernement à une réponse coordonnée à l'épidémie d'Ebola, une déclaration des chefs d'État et de gouvernement sur des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques, la déclaration sur les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, la déclaration pour une croissance plus équilibrée, durable et résiliente, et ensuite celle contre le trafic de migrants, contre les trafics de drogue, et la dernière sur un espace numérique plus sûr pour les mineurs. Neuf déclarations donc, unanimes.

Je voudrais maintenant revenir sur les accords que nous avons pu dégager sur chacun des sujets les plus importants. L'Ukraine, le premier. La participation du président Zelensky nous a permis d'avoir une discussion en profondeur sur l'Ukraine qui, pour la première fois en ces termes, nous a permis de dégager des éléments d'accords importants. D'abord le soutien indéfectible à l'Ukraine, la solidarité à son peuple dont les infrastructures essentielles, le patrimoine culturel ont été attaqués après les multiples attaques contre la population civile. Les Ukrainiens ont été incroyablement résistants et tous les membres du G7 étaient d'accord pour dire la nécessité de ce soutien, ce soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, mais aussi le fait que le rapport de force avait profondément changé dans les derniers mois.

L'Ukraine avance, résiste, la Russie recule. C'est pourquoi nous sommes tous convenus d'accroître la fourniture de capacités de défense aérienne, de systèmes et d'intercepteurs supplémentaires ainsi que de capacités de longue portée. Sur ces volets, le Président américain d'ailleurs a insisté pour dire la mobilisation de l'industrie de défense américaine, la capacité à fournir de tels équipements et nous avons été plusieurs à insister, à la demande des Ukrainiens ces derniers mois, sur l'importance du *licensing* et de la production sur le sol ukrainien pour aller encore plus vite. Nous sommes aussi convenus, unanimement, d'apporter un soutien supplémentaire à l'Ukraine pour permettre au pays de faire face à l'hiver prochain avec une initiative du G7 de soutien aux infrastructures énergétiques, donc évidemment à la reconstruction de beaucoup de choses qui ont été détruites et ont plongé dans le froid et l'obscurité beaucoup de populations civiles. En même temps, nous sommes en train de finaliser aussi un financement par les pays du G7 plus nos partenaires principaux de la mise en pleine sûreté et sécurité des équipements de Tchernobyl.

Enfin, nous nous sommes engagés à accroître les pressions, y compris par un renforcement de nos sanctions et cette remobilisation du G7 pour accroître la pression sur la Russie est extrêmement importante, ceci d'ailleurs quelques semaines après l'arraisonnement d'un bateau de la *Shadow Fleet* par les autorités françaises et quelques jours après la même opération avec notre coopération des autorités britanniques. Nous continuons, nous nous coordonnons dans un environnement en matière de prix du pétrole et du gaz qui a changé ces derniers jours. Ça c'est pour l'Ukraine, c'est la première fois que nous avons une telle convergence en G7 et c'est la première fois que nous portons des conclusions aussi claires parce que nous savons aussi au sein du G7 les désaccords ou les différences qui pouvaient y avoir et donc c'est à mes yeux un vrai progrès et c'est aussi une condition de notre efficacité collective au succès de la guerre de résistance ukrainienne.

Nous avons ensuite abordé la situation au Moyen-Orient avec, comme je le disais, le Qatar, l'Égypte, les Émirats arabes unis et là aussi nous avons en G7 des conclusions très claires. Nous avons unanimement salué le très bon accord conclu entre les États-Unis d'Amérique et l'Iran, obtenu par le président Trump. C'est un accord que nous soutenons parce que c'est un accord qui met fin à une situation de très grande instabilité dont les conséquences pour nos économies étaient terribles. Chacun le voit dans sa vie de tous les jours, on le voit sur nos entreprises, nos compatriotes le voient et donc c'était une bonne chose d'y mettre un terme. Nous avons réaffirmé que le droit de passage en transit sans entrave, sans redevance à travers le détroit d'Ormuz était la pierre angulaire justement du début de cet accord et commence dès maintenant.

Nous avons convenu que l'initiative multinationale et indépendante en matière de défense qui a été co-bâtie par la France et le Royaume-Uni était disposée à jouer un rôle important pour faciliter la reprise du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz en protégeant les navires marchands. C'est évidemment une offre qui est faite mais tout ça dépend des accords passés entre l'Iran, les États-Unis d'Amérique, avec l'accord aussi d'Oman qui est de l'autre côté de ce détroit. En tout cas, c'est une disponibilité que nous avons confirmée et on a plusieurs pays qui sont dans la région et prêts à réagir très vite si la demande était faite dont la France et nous avons une vingtaine de pays qui ont d'ores et déjà indiqué leur engagement ferme de contribution à une telle opération.

Dans cet accord, nous n'avons pas oublié de souligner l'importance du Liban et notre soutien aussi unanime au cessez-le-feu qui a été obtenu pour le Liban, cessez-le-feu solide et immédiat qui est une urgence absolue et la nécessité de défendre l'intégrité territoriale, la souveraineté du Liban et de l'ensemble des autorités politiques et militaires. Dans la bande de Gaza, nous nous sommes aussi engagés à accélérer les efforts humanitaires et de reconstruction de la mise en œuvre rapide des mesures politiques et de sécurité pertinentes. Nous avons appelé à mettre un terme aux violences en Cisjordanie, ce qui est là aussi une nécessité rappelée par tous et endossée par tous.

Nous nous sommes aussi engagés dans la diversification des voies d'approvisionnement énergétique pour réduire nos vulnérabilités internationales liées au détroit d'Ormuz, c'est-à-dire financer ensemble des voies alternatives de circulation du gaz, du pétrole pour sortir justement de la région et rejoindre les routes internationales. Notre déclaration commune a aussi réaffirmé les positions du G7 sur l'Indo-Pacifique, lesquelles sont des positions historiques et constantes. Mais l'importance de ce point sur le Proche et Moyen-Orient, c'est le fait que tous les pays du G7 ont soutenu cet accord et réinsisté sur l'importance de la question d'Ormuz, du Liban et évidemment de la finalisation de discussions nucléaires et balistiques et sur la question des déstabilisations régionales, qui est une condition de la stabilité de toute la région.

Sur les autres sujets, sur les partenariats internationaux, sujet sur lequel nous nous sommes, vous le savez, beaucoup battus ces dernières années, nous avons aussi là marqué une avancée concrète à travers les débats qui se sont tenus, les ministériels et l'accord qui a été obtenu. Pour cela, nous avons eu une réunion de travail avec les pays partenaires, le Brésil, la Corée du Sud, l'Égypte, l'Inde et le Kenya, ainsi que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Le G7 est pertinent à cet égard parce qu'il continue de représenter environ 70 % de l'aide publique au développement. Notre réflexion vient de loin parce qu'elle s'est construite sur l'initiative que la France avait bâtie justement pour les nouveaux financements pour l'Afrique dès 2021, le nouveau pacte financier en 2023, qui avait conduit à la création du partenariat pour la prospérité des peuples et de la planète, et le sommet *Africa Forward* de 2026, que nous avons co-présidé avec le président Ruto.

Au fond, ce que nous avons conduit à faire advenir ces dernières années et qui a été consolidé, endossé dans ce G7+, c'est d'abord un changement de philosophie profonde. Nous défendons un concept d'investissement solidaire, de partenariat respectueux avec les pays, de construction ensemble des solutions de financement, et non plus d'une aide verticale qui est faite par des donateurs qui décident des priorités avec des bénéficiaires qui ont peu leur mot à dire. Donc le système traditionnel change de philosophie, c'est acté. Ensuite, c'est la mise en œuvre d'outils, là aussi modernisés, avec un travail accru de l'ensemble des acteurs de la finance internationale. Et c'est ce que nous avons bâti ces dernières années, à travers l'initiative de Quai d'Orsay, du ministère des Finances et de l'AFD, à travers Finances en commun. Nous avons consolidé et endossé le travail de Finances en commun, et nous avons aussi consolidé des instruments pour améliorer la complémentarité des financements publics et privés.

À ce titre, je vous renvoie à la déclaration pour ne pas être trop long, nous avons rappelé l'importance de la solidarité envers les pays et les populations dans les domaines de santé, de nutrition, d'éducation, qui sont des véritables investissements nécessaires pour tous. Mais nous avons aussi acté du soutien à des mécanismes de garantie des premières pertes qui sont la condition pour que, par exemple sur le continent africain, des investissements privés puissent être réalisés. On a aujourd'hui beaucoup de pays dont les notations ou l'absence de notations ne permettent pas aux secteurs privés de se déployer. C'est tout le consensus qu'on a construit au Sommet *Africa Forward*. On a décidé d'élargir à l'ensemble du continent un mécanisme qui existait, qui s'appelle ATIDI, qui garantit les premières pertes. Il a été endossé par la Banque africaine de développement et les pays africains, et nous sommes plusieurs pays du G7 à entrer à son capital, à accepter d'apporter des garanties et à soutenir son action, en la coordonnant aussi avec l'action de la Banque mondiale, l'importance évidemment du MIGA et du fonds que construit la Banque mondiale, pour permettre de prendre les deuxièmes pertes. C'est une avancée importante et on va veiller à la mise en œuvre de ces travaux avec un point de rendez-vous qu'on a donné en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

Outre ce texte évidemment très important, nous avons aussi adopté une déclaration en réponse à l'épidémie d'Ebola. Cette déclaration, au-delà des pays du G7, a été aussi soutenue par l'Inde, l'Égypte, la Corée et le Kenya. Sur Ebola, le message de soutien est clair. Aider la RDC, l'Ouganda et tous les territoires qui pourraient être touchés afin de faire face à l'épidémie. Cela passe par le développement rapide d'un vaccin, d'un traitement efficace, par la mise en place de procédures adéquates en ligne avec les standards de l'OMS. Le G7 s'est engagé à consacrer plus d'un milliard en réponse d'urgence au travers de cette déclaration, qui est là aussi très important, avec un engagement très fort des Européens et des Américains derrière ce mécanisme et un travail étroit avec CDC Africa.

Nous avons également, cette fois en matière de coopération scientifique et de santé, acté d'un texte important sur la lutte contre le cancer. Pour la première fois dans l'histoire du G7. Et là aussi, c'est un moment de reconvergence très important sur les questions de santé qui avaient parfois pu donner lieu à des désaccords ou des divisions. Cette priorité reflète une réalité universelle. Le cancer tue près de 10 millions de personnes chaque année. D'ici 2050, le nombre de nouveaux cas devrait bondir de 80 % à l'échelle mondiale du fait du vieillissement démographique, des risques environnementaux et comportementaux. Cette déclaration ambitieuse place au cœur de la lutte contre le cancer des mécanismes de coopération à travers trois grandes priorités. Cancer pédiatrique, là, nous promovons le partage de données. Cancer de mauvais pronostics, poumon, foie, pancréas et accès universel à des soins de qualité dans les pays riches comme dans les pays en développement.

Ce sommet, au-delà de ces sujets, nous a également permis de faire de vrais progrès sur la question des grands déséquilibres macroéconomiques mondiaux. On veut construire une croissance partagée, notamment grâce à tout le travail préparatoire que nous avons fait, au rapport d'experts qui avait été rendu au printemps dernier, et aux discussions que nous avons pu tenir. Au fond, nous nous avons tous acté d'un texte qui défend une vision de la croissance équilibrée. Nous connaissons les grands déséquilibres mondiaux. La Chine doit traiter le problème des surcapacités, des sursubventions et du manque de consommation domestique. Les Européens doivent investir davantage et moderniser et simplifier leurs économies, et les États-Unis doivent traiter la question des déficits jumeaux. Le consensus s'est établi autour de ces éléments. En amont de ce G7, nous avons réussi, là aussi de manière inédite, à réunir de manière virtuelle un sommet des convergences, et nous avons tenu en effet une visioconférence le 11 juin avec les membres du G7 + et la Chine, qui est une première depuis plus de 20 ans, qui a permis de mettre, si je puis dire, sur la table ce constat pour engager à une meilleure coordination. Mais au sein du G7 et du G7 +, nous avons vraiment commencé à construire des éléments de coordination très clairs, c'est-à-dire bâtir l'unité et acter que les divisions, tout ce qui fracture nos économies ne permet pas de régler de manière efficace ces déséquilibres.

Donc, au-delà du sommet des convergences, qui va en quelque sorte enclencher une dynamique qu'on va poursuivre en vue du G20, là, la Chine sera autour de la table avec beaucoup d'autres, nous avons affirmé de manière très claire, là aussi, des mécanismes de coopération au sein du G7 +, d'abord en actant le rôle du FMI et la consolidation de celui-ci, en demandant à nos ministres, là aussi, de travailler pour septembre sur des éléments clairs en termes de coopération sur la question des engrais, sur la question de l'alimentation, qui est absolument clé, parce que c'est là où les déséquilibres sont les plus frappants et touchent les populations les plus vulnérables.

Nous avons également acté de textes importants sur la résistance de nos chaînes de valeurs et, en particulier, les minerais critiques. Sur ce sujet, où nous avons commencé la discussion l'année dernière, présidence canadienne, jusqu'alors, nous n'avions jamais réussi à bâtir des réponses concrètes et nous avons même plutôt des risques de division. Face à une Chine qui a parfois accumulé des réserves stratégiques, et ce n'est pas un reproche que je leur fais, c'est une stratégie qui a été bâtie depuis plus de 15 ans, nous sommes tous face à des risques de surdépendance et donc de vulnérabilité de nos chaînes de valeurs. Si nous y allons en ordre dispersé, nous créerons des suraccidents et des déséquilibres encore plus grands. Nous avons acté d'y aller ensemble, en G7 et même en G7+. Et donc, ensemble, de bâtir des projets de coopération, et c'est des projets très concrets qui ont été adoptés, d'ailleurs, en annexe de la déclaration que j'évoquais, c'est-à-dire réduire ensemble nos sources de dépendance, diversifier ensemble nos sources d'approvisionnement. 195 projets concrets, 64 milliards d'euros d'investissements conjoints ont été bâtis à travers ce texte, et c'est comme ça une dynamique qu'on va continuer. C'est à mes yeux un point clé pour améliorer la résistance de nos chaînes de valeurs, réduire leur dépendance, mais le faire de manière coopérative.

Enfin, nous avons tenu une discussion à l'instant sur le numérique et l'intelligence artificielle avec l'ensemble des dirigeants du G7+, et une douzaine de dirigeants de tous les pays, d'ailleurs, du G7, du numérique et de l'intelligence artificielle. Qu'est-ce qui ressort de cette discussion ? D'abord, la nécessité de protéger l'enfance en ligne. On voit le consensus qui monte, et du Canada aux Britanniques, en passant évidemment par l'Union européenne, le Brésil, l'Australie n'était pas là, mais je veux saluer son rôle aux avant-postes. Nous sommes plusieurs à avoir déjà pris des initiatives concrètes et de finaliser des lois. Nous avons adopté une déclaration pour nous accorder sur la nécessité d'agir et l'importance d'appeler les plateformes à la responsabilité. Cette dynamique va se poursuivre, et le Premier ministre Modi a confirmé d'ailleurs ce qu'il avait commencé à annoncer lors du sommet de février dernier à Delhi. Donc, là aussi, l'Inde rejoint ce plan, ce qui fait vraiment du G7+, une plateforme. Ce qui est, je dirais, notre ADN G7, ce sont les démocraties libérales qui ont des économies développées. Le G7+, associe d'autres démocraties, et ensemble, nous avons cette même approche qui est conforme à nos valeurs démocratiques, protéger nos enfants. Mais c'était un moment très important et c'est un point d'avancée très important.

Nous sommes plusieurs aussi à souligner l'importance de mieux réguler l'intelligence artificielle et son marquage. Là aussi, il est important de bâtir des initiatives. Je vais le pousser au niveau européen, mais ce consensus est nécessaire parce qu'on voit l'impact que cela a sur nos démocraties. C'était important d'avoir cette discussion avec des dirigeants du numérique et de l'IA. Sur l'intelligence artificielle, nous sommes tous confrontés à la même chose et c'était important qu'il y ait cette discussion commune. Nous voulons tous l'innovation, nous voulons tous avoir des capacités de calcul, des centres de données, nous voulons tous développer les chances, la productivité, les transformations, les améliorations en matière de santé, de numérique que l'IA peut apporter. Mais nul ne peut plus ignorer, ni des dirigeants ni des responsables économiques, l'impact sur nos démocraties, l'impact sur nos sociétés. C'est pourquoi c'est la possibilité et la nécessité d'une régulation qui aujourd'hui s'impose. Elle doit se faire à l'échelle internationale. On avait commencé en G7 par une initiative franco-canadienne du Partenariat mondial pour l'intelligence artificielle à construire une première structure adossée à l'OCDE. On doit, sur celle-ci, aller plus loin maintenant et réussir à mieux réguler.

Le défi qui est devant nous, et on a eu beaucoup de discussions avec les dirigeants de l'IA et de la technologie, comme avec l'administration américaine, le défi, ce sont ces fameux modèles frontières. On doit réussir à mieux les réguler pour éviter qu'ils ne tombent dans la main de régimes autoritaires, de gens qui pourraient menacer notre cybersécurité ou nos sociétés. Mais, pour ce faire, la réponse ne peut pas être de la non-coopération entre démocraties. Donc, on est en train de bâtir, au fond, c'est ça ce qu'on va construire dans les prochains mois, eh bien, en quelque sorte, une plateforme de discussion et de coopération entre quelques démocraties face aux risques de l'intelligence artificielle, une plateforme de coopération pour définir ensemble des standards communs, une plateforme de coopération pour partager aussi, en matière de cybersécurité, plus largement de sécurité, les impacts et donc la bonne réponse. C'est exactement cela que nous avons acté et ce sur quoi nous allons continuer le travail avec les uns et les autres. Là aussi, un point de rendez-vous est donné en septembre pour que ce travail puisse être finalisé par l'ensemble de nos ministres et on se reverra avec quelques dirigeants. En tout cas, il y a un large consensus pour dire que, là aussi, la coopération internationale est nécessaire et refaire le point dans quelques mois.

Voilà, je ne veux pas être plus long, dire simplement qu'au-delà de ce que je viens de détailler, des déclarations importantes ont été aussi conclues pour combattre ensemble le narcotrafic, le travail sur la mise en place d'une alliance des ports pour mieux lutter en renforçant la coordination. Vous voyez la synergie avec tout ce que fait le gouvernement aujourd'hui en France et pour lutter aussi contre le trafic de migrants avec un texte qui, là aussi, est dans la continuité des présidences italiennes puis canadiennes et permet d'améliorer nos mécanismes en coordination et en synergie avec la déclaration sur les nouveaux partenariats que je viens d'évoquer.

Ce sommet n'est pas pour autant la fin de notre présidence. Elle se termine à la fin de l'année et donc nous allons continuer les travaux dans les différents formats ministériels requis pour aussi finaliser certains points, comme celui que je viens d'évoquer sur l'IA et le numérique. Mais il y a eu beaucoup d'avancées historiques dans le G7 sur les sujets que je viens d'évoquer et beaucoup d'avancées très concrètes que nous avons préparées ces derniers mois, parfois ces derniers jours, que je voulais ici clarifier et dont je voulais vous rendre compte. Je vais maintenant répondre à vos questions. Je vous remercie.

Journaliste

Vous avez beaucoup parlé de convergence. Sur l'Ukraine, pour parler plus précisément, est-ce qu'on a assisté durant ce sommet à un tournant à la fois dans l'attitude et dans la position du président Trump concernant l'Ukraine ? Est-ce qu'il y aura un avant et un après Evian sur ce sujet ? L'avez-vous aussi convaincu qu'une négociation avec la Russie, ça doit commencer sur la ligne de front et non pas par des concessions territoriales sur le Donbass, ce qui ne figure pas dans la déclaration commune des sept dirigeants ? Enfin, êtes-vous sûr de pouvoir faire confiance au président Trump alors même qu'il est arrivé ici en menaçant à la France de nouveaux droits de douane sur les vins français ?

Emmanuel MACRON

Alors, d'abord, trois éléments. Premier élément, le texte que nous avons endossé, il est beaucoup plus fort que ce que vous venez de dire. Puisqu'il reconnaît l'intégrité territoriale ukrainienne. Donc, il dit exactement ce qu'on soutient à sept. Ce n'est pas à nous de dire où commence et comment se structure la discussion sur les territoires, nous l'avons toujours dit. Serions-nous dans la situation des Ukrainiens, nous ne supporterions pas que d'autres viennent stipuler pour nous. Donc, en quelque sorte, c'est ce qu'on a tous endossé. La question des territoires, ce sont les Ukrainiens qui la discutent. Par contre, ce qu'a dit très clairement le président Trump « on devrait être beaucoup plus dur, les territoires devraient revenir aux Ukrainiens, ce sont leurs territoires », il a raison. Donc, le soutien à l'intégrité territoriale ukrainienne dit la position du G7.

Ensuite, on n'a pas parlé de discussion dans ce texte du G7, si vous regardez bien, et c'est ça le tournant. Ça fait des mois que les États-Unis ont pris l'initiative, et d'ailleurs, on l'a salué. Ils ont dit, nous, on va négocier avec la Russie, parce que nous, États-Unis d'Amérique, on peut construire la paix avec la Russie. Et d'arrache-pied, je veux saluer ici, l'engagement américain dans différents formats, il y a eu une discussion des mains tendues à l'égard de la Russie. Quelle a été la réponse ? Rien. Nous, Européens, on est en train de s'organiser, on a dit, on va se réengager pour discuter avec la Russie. Rien. Le président Zelensky a dit, moi, je vais me réengager, je veux discuter, je suis prêt, je suis même prêt à ce que le président Poutine vienne et on va discuter ensemble. Je ne viens pas. Ou alors, il faut signer votre reddition en bas. Donc, le président Trump, comme nous tous, on a juste acté qu'il n'y avait pas de volonté sérieuse de la Russie, aujourd'hui, de discuter de la paix.

Donc, je ne sais pas vous dire s'il y aura un avant, un après, ce n'est pas à moi d'en juger, ce sont les faits qui vous le diront, sommet d'Evian. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a eu un pendant, il y a eu un moment Evian, à coup sûr, sur l'Ukraine. Ce moment, c'est que tout le monde a écouté l'état de la situation par le président Zelensky, avec beaucoup de respect, que tout le monde a constaté que l'Ukraine résistait beaucoup mieux que certains ne pouvaient le penser, et que la Russie était dans une situation difficile, et que tous, nous avons dit, on va accroître notre soutien à l'Ukraine, que tous, nous avons dit, nous allons accroître la pression sur la Russie, et que tous, nous avons dit, nous devons tenir ce chemin. Ça, c'est un vrai changement. C'est un vrai changement par rapport à tous les derniers mois, pas de la part des Européens, mais de la part des membres du G7 et de toutes celles et ceux qui sont appelés à soutenir justement l'Ukraine.

Donc oui, je pense très profondément que ce sommet d'Evian est un changement très profond de l'approche, une volonté des États-Unis d'Amérique de travailler avec les Européens en soutien de l'Ukraine, une volonté commune d'avancer sur ce dossier. Ce qui a été acté en termes de soutien militaire sur les systèmes de défense, sur les capacités de longue portée et sur le *licensing*, c'est absolument clé.

Sur votre question sur la confiance, j'ai toujours eu confiance, pour ma part, dans le président Trump parce que je lui ai toujours dit les choses. Quand nous avons des désaccords, nous les assumons. Mais quand il s'est engagé vis-à-vis de nous, il a toujours fait ce à quoi il s'est engagé. Là, aujourd'hui, les États-Unis d'Amérique se sont engagés sur ce sujet. Ça, c'est important. Il y a eu des articles qui ont pu dire que des droits de douane pouvaient réapparaître ou des propos un peu à l'emporte-pièce. Moi, je sais une chose, on a eu une discussion bilatérale au début de ce sommet. Cette discussion a été extrêmement claire et respectueuse entre nous. Cette discussion nous a permis d'acter qu'il y avait un travail conjoint à mener sur l'ensemble des relations tarifaires pour continuer d'améliorer la copie.

Donc, qu'est-ce que ça veut dire ? Les Européens viennent de finaliser leur accord sur le texte qui avait été négocié il y a un an, élément de stabilité. S'il y a des points qui continuent à poser problème de part et d'autre, travail conjoint. Mais en aucun cas, entre partenaires, on ne doit s'imposer des *tariffs* ou s'imposer de l'instabilité. Donc, je crois pouvoir vous dire que, oui, ce G7 a permis une chose de manière très simple et très claire, c'est de discuter très précisément sur les points qui pouvaient être des points d'incompréhension et de développer ensemble des mécanismes de coopération. C'était positif.

Journaliste

La France et les autres pays du G7 ont-ils demandé au Président Trump de permettre l'accès aux derniers modèles d'IA d'Anthropic ? L'Europe, selon vous, a-t-elle besoin de ces modèles les plus avancés ? Et si je peux revenir rapidement sur l'Ukraine, vous avez dit au président ukrainien hier matin, si on a bien entendu, que les discussions avec le président américain avaient été difficiles lundi soir. Pourquoi ? Et est-ce que vous pouvez nous en dire un petit peu plus sur ce qui s'est passé ?

Emmanuel MACRON

Merci. Je peux très clairement vous dire qu'on a eu des discussions qui ont permis de resynchroniser notre lecture de la situation. Elles ont été extrêmement franches, je crois extrêmement utiles et fructueuses, puisqu'on a endossé en G7 quelque chose qui est une vraie avancée. Donc, moi, je suis très heureux des échanges qu'on a eus, de l'échange qu'on a eu ensuite avec le président Zelensky. Vous savez bien qu'on a pu avoir des doutes ou des désaccords il y a maintenant un peu plus d'un an. On part d'une situation où il y avait des doutes et des désaccords, on part d'une situation où il y avait des vrais désaccords même entre nous. Quand on se réunit il y a un an pour le G7, la position était très différente.

Donc, on a fait évoluer les choses. Comment ? Les Européens, avec des grands partenaires, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée, ont bâti cette coalition des volontaires pour dire qu'on apportera les garanties de sécurité. On a tenu avec constance aux côtés des Ukrainiens. Les Ukrainiens ont résisté, ont eu des bons résultats. Les États-Unis d'Amérique ont, avec nous, regardé en conscience quelle était la situation. L'importance qu'on soit tous ensemble, le refus, comme je le disais à votre confrère de la Russie, de discuter de manière sincère et l'impossibilité d'avancer sur des bases de discussion qui ne sont pas acceptables. Ce qui a permis de dégager l'ensemble des discussions, celles qu'on avait eues en G7 puis celles avec le président Zelensky, ça a été au fond une resynchronisation, une reconvergence, une coopération de tous dans notre approche de l'Ukraine et dans les décisions qu'on a prises et qui sont dans notre texte commun. C'est une très bonne chose.

Ensuite, sur les modèles frontières d'intelligence artificielle. D'abord, ce sont des modèles qui, par la puissance de calcul mobilisée, marquent des avancées très fortes. Aujourd'hui, ce sont les Américains qui les ont. Quelle est leur crainte ? Que ces modèles puissent être utilisés par d'autres pour venir les attaquer ou nous attaquer. Face à ça, il y a une décision très forte qui a été prise par l'administration il y a quelques jours. Alors, bonne chose, prise de conscience. Ça peut être dangereux. Jusqu'alors, il y avait un discours ambiant qui consistait à dire qu'il ne faut rien réguler, jamais. Tout ça n'est pas dangereux. C'est une bonne chose qu'il y ait une prise de conscience. Mauvaise chose, la réaction, elle est en quelque sorte strictement nationaliste. Je crois que les discussions techniques qui se sont tenues entre les dirigeants de la technologie, de l'IA et les gouvernants, entre nous, ont permis d'éclairer les enjeux et de dire, au fond, quel est votre enjeu, notre enjeu ? C'est qu'on ait tous accès, entre démocratie, à ces technologies. C'est bon pour vos compagnies, parce que sinon, elles n'ont plus de marché. Parce que sinon, on n'achètera plus aucun modèle qui est fait par une de ces compagnies, si du jour au lendemain, vous pouvez tourner l'interrupteur.

La stratégie non coopérative fait que ça tue, en quelque sorte, *le business model* de tout acteur de l'IA américain. Si du jour au lendemain, il peut être interdit au reste de la planète, ça reverra les revalorisations. On ne va pas avoir les mêmes valorisations, donc le même capital, donc les mêmes capacités de calcul. Ce n'est pas bon pour vous. Ensuite, c'est idiot pour nous. Enfin, ce que vous voulez, c'est que des régimes autoritaires ou des tiers n'accèdent pas à cela. Donc, allons-y ensemble et avançons. Donc, la réponse à ça, c'est, on a commencé la discussion, on a des vraies ouvertures, on va coopérer. Il faut que nos agences compétentes déjà coopèrent pour que, sur le plan de la sécurité, de la cybersécurité, on ait de gouvernement à gouvernement une relation fluide. Je suis très confiant dans les prochains jours. Ensuite, je pense qu'entre membres du G7, en tout cas avec quelques pays clés, il faut une politique beaucoup plus ouverte, y compris du secteur privé. Là aussi, je suis confiant pour les prochaines semaines, je dirais.

En parallèle, qu'est-ce qu'on fait ? On va accélérer les investissements et la mobilisation des capacités de calcul pour nos propres modèles. Vous savez, il y a très peu de pays au monde qui, hors États-Unis et hors Chine, peuvent être dans la compétition des modèles frontières. La France a la chance, avec Mistral AI, de faire partie de ce club. C'est la seule compagnie en Europe, c'est sans doute l'une des 2, 3 hors États-Unis et Chine à pouvoir le faire. Ça veut dire qu'on doit aller beaucoup plus vite pour les aider à mobiliser les financements et les capacités de calcul accrues. Pour pouvoir, justement, rattraper ce retard le plus vite possible dans les 6-12 mois qui viennent. La clé, elle est là. Mais je crois que l'importance du débat qu'on a eu aujourd'hui ces derniers jours, c'est, au fond, de dire que tout ça ne peut se faire de manière intelligente que si on coopère entre les quelques démocraties clés. Sinon, on fracture le monde et, sinon, on n'a pas une réponse efficace.

Journaliste

Sur l'Iran, vous avez une nouvelle fois parlé d'un très bon accord, alors qu'on entend aussi beaucoup d'inquiétude sur sa solidité. Alors, concrètement, est-ce que vous pouvez nous dire qu'est-ce qui vous fait dire que cet accord est un bon accord ? Est-ce que vous estimez qu'il y a assez de garanties de la part des Iraniens ? Et est-ce que vous pensez qu'il peut déboucher sur un accord de long terme aussi satisfaisant que celui de 2015 ? Et juste pour compléter, le président Trump, tout à l'heure, a menacé de bombarder à nouveau l'Iran. Est-ce que c'est à prendre au sérieux, selon vous ? Et est-ce que ça traduit aussi une forme de fragilité de la situation ?

Emmanuel MACRON

Je pense que, parfois, il y a des mots qui sont pris, des formules, moi, dont je comprends le sens, parce que je connais le caractère qui est, au fond, de restaurer sa crédibilité en disant qu'il y a des capacités de dissuasion. C'est ce que veut dire le président Trump. Quand il dit ça, de la même manière que quand il dit ça, quand il dit ça, de la même manière que quand il peut dire des choses sur les *tariffs*. C'est pour rappeler que les Etats-Unis ont une capacité de dissuasion. Nous le savons. Je pense qu'il ne faut pas l'interpréter comme une menace de court terme. Voilà. Donc c'est important.

Il y a un accord qui a été signé. Il y avait beaucoup de gens pour dire qu'il ne fallait pas signer d'accord. Moi, je pense que cet accord est une bonne chose. C'est pourquoi nous le soutenons. D'ailleurs, c'est pourquoi il a été soutenu par tous les pays du G7+. Est-ce qu'il règle tout, tout de suite ? Non. Mais continuer le combat, c'était quoi ? Avoir pour des mois Ormuz fermé ? Prendre le risque de détruire des capacités de pétrole et de gaz qui, là, auraient tout déséquilibré pour des mois, voire des années ? Continuer la perte de vie et la situation qui est inacceptable au Liban et l'effondrement de toute la région ? Donc on a une responsabilité humanitaire, politique, économique. Donc cet accord qui met fin au combat partout du détroit d'Ormuz au Liban, c'est une bonne chose. Moi, je le soutiens, je pense qu'il est nécessaire et c'est très bien qu'il y ait ce soutien du G7+, derrière la décision américaine. Elle est sage.

Deuxième chose, il faut que tout le monde suive cet accord. Et donc au 1er chef l'Iran, qui a pris l'engagement, y compris durant les 60 jours de la première phase, de rouvrir sans péage le détroit d'Ormuz, et évidemment d'arrêter les combats. Que derrière, toutes les parties prenantes aussi ne reprennent pas les combats au Liban. Et ça, c'est clé. L'Iran, le Hezbollah, et derrière aussi Israël. Je ne mets pas un signe égal. Enfin, je dis juste que qui que ce soit, les combats ne doivent pas reprendre, ça doit être la paix.

Ensuite, la clé, c'est en effet de finaliser un bon accord sur le nucléaire, les activités balistiques et les risques régionaux. C'est exactement ce sur quoi le travail va se concentrer dans les prochaines semaines, avec un rôle important de l'Agence internationale d'énergie atomique, avec un rôle important des quelques pays qui sont garants du JCPOA et des sanctions internationales, et la France y jouera son rôle.

Donc moi, je pense que c'est vraiment la meilleure situation possible qu'on peut avoir aujourd'hui. Est-ce qu'elle règle tout ? Non. Est-ce qu'il y a des risques ? Oui, comme dans toute situation, mais c'est important, nous, de mettre la pression pour la soutenir, parce que c'est celle qui permet le plus sûrement d'avoir la paix et le plus sûrement de retrouver un chemin de prospérité.

Journaliste

Je reprends un peu la question de mon confrère sur l'accord avec l'Iran. Pour être plus précise, avez-vous eu des garanties de la part du président américain sur l'élimination du stock d'uranium enrichi ? Et s'il y a des garanties, quelles sont ces garanties ? Parce que Donald Trump affirme qu'il n'y a pas d'urgence sur ce sujet. Sur le Liban, l'Iran menace de se retirer de l'accord si Israël ne respecte pas le cessez-le-feu ou se retire. Donc, encore une question. Quelles garanties les Etats-Unis vous ont données à cet égard ?

Emmanuel MACRON

Merci. Sur l'uranium enrichi. Ce sera évidemment un des sujets clés de l'accord sur le nucléaire qui doit être finalisé au plus tard sous 60 jours. Nous connaissons les modalités, soit de la dilution sur place, soit du transfert sous l'autorité de l'AIEA. Il y a plusieurs modalités techniques, mais la question, évidemment, fera partie des questions qui doivent être résolues pour qu'il y ait un accord sur le nucléaire. Simplement, elle se fera à l'issue de ces 60 jours et du processus qui s'ouvre. Ce que je pense voulait dire le président Trump, c'est qu'aujourd'hui, c'est la question du cessez-le-feu, de la réouverture d'Ormuz et de la paix au Liban. Donc, les 2 mois qui viennent sont des mois durant lesquels on va régler cette question. Elle ne peut pas être laissée ouverte, évidemment, de même que la surveillance sur les activités d'enrichissement potentiel à venir, de surveillance de tous les sites et de remise en ordre d'un travail exhaustif de l'AIEA.

Sur le Liban, nous connaissons la situation. Donc, on sait exactement ce qu'il faut faire. C'est très compliqué. Ça ne se fera pas du jour au lendemain. Il ne faut plus que l'Iran frappe le territoire. Il ne faut plus que le Hezbollah lance des activités sur le sol libanais ou depuis le sol libanais contre Israël. Il ne faut plus qu'Israël réagisse immédiatement. Donc, c'est un appel au calme de tous pour arrêter les frappes et ce qui touche la population civile. Cessez-le-feu. Ensuite, la clé, c'est le soutien au président Aoun, au Premier ministre Salam, alors à son gouvernement, et aux forces armées libanaises. Et c'est de leur permettre de mettre en œuvre ce à quoi ils se sont engagés avec beaucoup de courage et de constance, c'est-à-dire le monopole des armes aux forces armées libanaises et la restauration de leur autorité sur tout le territoire.

Donc, il faut absolument que cessent ces bombardements pour que, progressivement, sur déjà tout le territoire Nord-Litani, les forces armées libanaises aient repris la totalité du contrôle, tiennent les choses et que le calme revienne. Puis, progressivement, qu'on ait un mécanisme à travers des zones progressives, comme on l'avait fait il y a deux ans, sans doute, nous puissions avoir des forces armées libanaises qui reprennent progressivement le contrôle de leur propre territoire et que la communauté internationale fasse respecter la souveraineté du Liban. Voilà. Donc, à court terme, en tout cas, on connaît les protagonistes et c'est un appel à leur responsabilité. L'Iran, évidemment, a une responsabilité imminente, c'est elle qui doit veiller au fait que ni elle-même directement, ni le Hezbollah ne viennent dégrader la situation.

Israël aussi a une responsabilité en respectant ce cessez-le-feu pour ce qui la concerne. Et je sais que ça a été l'objet aussi de beaucoup de discussions entre le président Trump et le Premier ministre Netanyahu. Le président Trump, en tout cas, a été très clair sur ce point avec notre plein soutien.

Journaliste

Certains Français s'interrogent sur la manière dont vous déroulez le tapis rouge à Donald Trump. Vous l'avez rappelé vous-même, vous le citez trois fois dans cette déclaration commune pour le féliciter pour un accord dont les contours sont plus qu'incertains et dont le risque est qu'il nous ramène à une situation bien pire qu'avant la guerre. Il y a ce dîner à Versailles que vous justifiez par l'anniversaire des 250 ans de l'indépendance sans que certains, là aussi en France, ne puissent s'empêcher d'y lire une nouvelle entreprise de séduction. M. le Président, n'en faites-vous pas trop à l'égard d'un président qui peut changer d'avis dans l'heure, voire menacer la France de rétorsions économiques ? M. le Président, est-ce que c'est l'idée que vous faites d'un rapport de force ?

Emmanuel MACRON

Merci. Merci pour votre question. Vous savez, si je n'avais pas tenu de manière constante les positions qui ont été les miennes durant les derniers mois, vous pourriez avoir un doute sur les rapports de force. *For sure*.

Mais quand il s'est agi de la sécurité du Danemark et de la question du Groenland, quand il s'est agi de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de la paix et de la sécurité en Europe, quand il s'est agi de nos producteurs, je n'ai jamais été ambigu ni faible. J'ai toujours été clair dans l'expression de mes désaccords. Très clair. Soit à Washington, soit à Davos ou ailleurs. Mais j'ai toujours maintenu le dialogue, parce que c'est ça, la diplomatie. Si la diplomatie, ça n'est que recevoir des gens avec qui vous êtes totalement d'accord, la question que poseront vos successeurs, c'est, au fond, à quoi servent ces réunions ? Vous savez que vous êtes d'accord avec ces gens, ça ne sert à rien de les voir. Regardez tous les sujets que j'évoque depuis tout à l'heure. Si nous n'avions pas vu aujourd'hui le président Trump, son équipe, si pendant les deux derniers jours, on n'avait pas tenu ce G7, où en serions-nous sur l'IA ? Un clash constant, parce que sinon, ce monde ne se parle que par tweet ou par déclaration de presse interposée.

Donc, quand on reconverge, quand on arrive à dire qu'on est d'accord sur l'Iran, j'ai été le premier à dire quand je pensais que ce n'était pas approprié de faire des frappes unilatérales sans objectifs clairs. Il y a une paix qui est signée avec des objectifs clairs, le Liban qui est dedans, des garanties claires sur le nucléaire, je suis d'accord, je soutiens. Sur l'Ukraine, on soutient l'intégrité territoriale, on soutient avec force leur rééquipement des sanctions sur la Russie, on se réengage, quelque chose se passe. Sur l'intelligence artificielle, on reconverge, oui, quelque chose se passe. Chacun a son style, ensuite, je ne le commente pas. Mais je pense que le rôle de la France, c'est de tenir tête et d'assumer sa voix quand il y a des désaccords ou que ses intérêts ne sont pas pris en compte, mais c'est aussi d'être accueillante, de savoir honorer ses invités, et je le fais, somme toute, du Premier ministre indien en passant par le président indonésien au président du Kenya ou du Nigeria jusqu'au président américain, parce que je pense que la force de la France, c'est aussi cela.

Nos grandes actions diplomatiques se sont aussi tenues par des capacités à bien accueillir le monde ou les autres grands dirigeants. Ça passe par là aussi. Et n'ayons pas honte de ce que nous sommes. Versailles est un instrument diplomatique et un instrument de puissance. Vous savez quoi ? Je l'ai utilisé dès juin 2017. Il y a eu des choses qu'on a obtenues, et après, ça ne s'est pas aussi bien passé que ça avec le président que j'ai accueilli en juin 2017. En tout cas, je l'assume totalement, parce qu'à chaque fois, en tenant une position de fermeté ou en réengageant et en accueillant avec chaleur, je défends les intérêts de mon pays. C'est ça, ce qui compte. Et quand je défends les intérêts de notre pays, de la France, j'ai à cœur de le faire en accueillant bien les gens, en faisant en sorte qu'ils soient bienveillants avec nous et que, derrière, ils prennent les bonnes décisions pour nous. Je crois que c'est ce que les Français attendent de moi. Au fond, je suis comme les Bleus. Que je joue à l'extérieur ou à domicile, mon but, c'est de marquer des buts. Voilà. Et quand j'accueille des équipes, j'essaie de bien les accueillir.

Journaliste

Votre équipe m'a dit déjà que vous voyez le président Lula comme un interlocuteur important avec le sud global, avec les BRICS spécialement, mais le Brésil n'a pas signé la majorité des déclarations de ce sommet, de ce G7. Il y a une interprétation selon laquelle c'était tout pour avoir l'unité avec le président Donald Trump, avec un discours d'antagonisme contre la Chine et aussi en laissant à côté des questions très importantes, les rôles des ONU, la crise climatique. Que répondez-vous à ces critiques ? Être-vous déçu avec la position du Brésil ? Juste pour finir, avez-vous discuté avec Lula aussi l'interdiction d'importation de viande brésilienne par l'Union européenne ? Merci.

Emmanuel MACRON

Alors, sur votre deuxième question, c'est une décision ponctuelle du commissaire européen et qui fait bien son travail. C'est-à-dire qu'en fait, il contrôle si les règles sanitaires pour protéger le consommateur européen sont respectées. Quand elles ne sont pas respectées, il interdit, il fait des contrôles. C'est ce que j'ai toujours défendu parce que vous êtes dans une région aussi qui a un gros potentiel agricole. Comment vous voulez, moi, que je dise à mes producteurs, t'as pas le droit d'utiliser tel ou tel antibiotique pour produire de la viande ou du lait, puis on va importer de la viande ou du lait qui vient du bout du monde, qu'ils utilisent ? Vous êtes fous. Et le président Lula, c'est un grand leader social et environnemental. Nous aussi. Nous, on le fait. Donc, le commissaire européen a raison et on contrôle.

Après, sur votre deuxième question, j'ai envie de dire, c'est plutôt au président Lula qu'il faut la poser. C'est à lui de dire, s'il s'engage, moi, je vais vous dire de manière très pragmatique ce qu'on a fait. Soit on dit, on veut aller sur tous les sujets où on sait qu'on n'est pas d'accord avec les Etats-Unis d'Amérique. Sur le climat, on sait qu'on n'est pas d'accord. Sur le rôle de l'ONU, du *Board of Peace*, on sait qu'on n'est pas d'accord. C'est aussi un des sujets sur lesquels j'ai tenu tête. On a essayé de les ouvrir. Quand ça ne marche pas, on ne va pas faire du 6 plus 1, sinon, ça ne sert à rien de faire un G7. Et là, on fait même un G7 +. Par contre, moi, je pense à beaucoup de valeurs, d'avoir les Etats-Unis d'Amérique qui signent avec nous un texte sur les minerais critiques et les chaînes de valeur. Énorme valeur. C'est l'intérêt du Brésil de le signer avec les Etats-Unis d'Amérique. Il ne faut pas faire de mauvaises politiques en la matière, parce que là, on est beaucoup plus forts.

Je vous dis une chose, ce G7 n'a jamais été à aucun moment anti-chinois. Ce n'est pas la position de la France. Ça, c'est inacceptable de dire ça. Nous sommes conscients des différences que nous avons avec la Chine, en particulier nos rapports aux valeurs démocratiques, des désaccords qu'on peut avoir là aussi, mais il y a toujours une politique de respect. On veut simplement réduire nos dépendances. Mais il n'y a pas de conflit. Ce n'est pas un G7 anti-chinois du tout. Ça n'a pas été du tout l'esprit, d'ailleurs. Mais on avance. Donc, moi, je trouve que signer un texte avec les Etats-Unis d'Amérique sur les mineries critiques, sur le cancer, sur Ebola, sur les partenariats internationaux, sur le commerce, sur l'IA, ça a beaucoup de valeur.

Mieux que ça, on avait des doutes en commençant. Est-ce qu'on sera d'accord sur le Proche et Moyen-Orient ? Est-ce qu'on sera d'accord sur l'Ukraine ? C'est pour ça qu'il n'y avait pas de rédaction antérieure. Tout le travail qui a été fait avant hier soir et hier, ça a été de recréer les convergences, d'où cette atmosphère positive. Ces convergences, on les a mises dans le dur. Et on a signé avec les Etats-Unis un texte de paix au Proche et Moyen-Orient, d'exigence de paix, pour le Liban, pour empêcher le nucléaire iranien, et un texte de soutien à l'Ukraine inédit. Ça a énormément de valeur. Donc je défends cette méthode, parce qu'elle produit des résultats, elle est bonne.

Voilà, mesdames et messieurs. Je remercie une fois encore toutes les équipes qui ont permis cela et ces avancées, pour moi, très importantes. C'était un grand honneur d'être là au nom de la France pour ce deuxième G7 que nous avons organisé ces dernières années. Je veux aussi avoir un mot pour nos amis voisins suisses qui nous ont aidés à organiser ce G7 et qui ont eu aussi beaucoup de logistique à assurer et des éléments divers et variés à tenir. Donc je voudrais vraiment leur dire un très grand merci pour cette coopération. Voilà, mesdames et messieurs, un grand merci. Bon courage.